

et sexuelle sont décuplées par la grande défavorisation sociale, qui s'accompagne souvent de multiples ruptures dans le parcours de vie, de violences (depuis l'enfance), mais aussi d'addictions à des produits psychoactifs. Certaines souffrances, maltraitances et violences, physiques et psychiques, sont ainsi présentes depuis l'enfance et sont « incorporées » et ressenties par ces personnes comme étant « normales », inévitables. L'acceptation très profondément ancrée de ces violences, maltraitances, associée à une faible estime de soi, à des difficultés matérielles importantes rend les interventions sur ce thème, auprès de ces publics, particulièrement complexes.

Par ailleurs, la fragilité économique, sociale mais aussi souvent psychique de ces personnes fait qu'elles s'inscrivent difficilement dans un suivi médical, en général, et moins encore dans un suivi gynécologique, ou dans des démarches de protection et de prévention (préservatifs, tests de dépistage, etc...). Les prises de risques sont ainsi nombreuses et s'inscrivent dans un cadre global d'état de santé plus ou moins dégradé. Mais au-delà, les professionnels soulignent que le principal problème de ces personnes est la très grande solitude affective dans laquelle elles se trouvent et la souffrance psychique qui en découle.

Les professionnels des CHRS, mais aussi les professionnelles du Planning Familial ou des CPEF qui interviennent dans les CHRS abordent la question des risques d'IST, de l'importance du suivi, etc, mais les publics qui vivent « à la rue » ou du moins sans logement fixe restent vulnérables et difficiles à aider.

4. Les hommes

Les hommes consultent globalement beaucoup moins que les femmes pour des questions ayant trait à la vie affective et sexuelle, du fait notamment qu'ils ne sont pas concernés par le suivi gynécologique. Cependant, les professionnels interviewés ont repéré des besoins ou des difficultés chez une partie des hommes qu'ils suivent ou accompagnent, même si ces besoins sont peu « verbalisés ».

➤ **Demandes de tests pour les IST chez les homosexuels et hétérosexuels ayant des partenaires multiples**

Il semble que de plus en plus d'hommes ayant des partenaires multiples, hommes ou femmes, demandent de réaliser des tests de dépistage du VIH. En revanche, peu d'hommes connaissent les autres IST et demandent à réaliser des tests pour repérer une éventuelle gonorrhée, une chlamydiae, ... Alors que ces pathologies sont en recrudescence. En la matière, il semble ainsi qu'un effort d'information et de communication soit nécessaire.



DÉPISTAGE ANONYME ET GRATUIT
VIH, HÉPATITES ET IST



Les professionnels observent que la centralisation géographique des ressources de tests gratuits et anonymes en CeGIDD, qui ne sont présents que dans les plus grandes villes du territoire, à Privas et à Valence, ont créé des difficultés pour ceux qui avaient l'habitude de se rendre dans les CDAG-CIDDIST, plus nombreux autrefois sur le territoire et donc géographiquement plus proches et accessibles. Le dépistage gratuit et anonyme est ainsi possible au centre hospitalier d'Annonay et au centre hospitalier de Valence. Néanmoins, pour les personnes habitant hors de ces villes, et plus encore si elles habitent en zone rurale, des difficultés de transport peuvent les empêcher de se rendre rapidement dans un CeGIDD pour faire des tests si besoin.

Certains CPEF commencent à recevoir des hommes qui sont en demandes de tests : outre une consultation « globale » qui peut

permettre de faire le point sur les pratiques et prises de risques éventuelles, les médecins de CPEF peuvent réaliser des ordonnances pour que des tests soient effectués dans un laboratoire d'analyses médicales. Les professionnels interviewés soulignent cependant que les restes à charge dans les laboratoires d'analyses médicales, peuvent être importants pour les personnes qui n'ont que des compléments santé « basiques », ce qui peut constituer un frein supplémentaire au dépistage pour les publics modestes.

Enfin, les médecins généralistes demeurent la première ressource de proximité, même si certaines personnes semblent préférer s'adresser à d'autres ressources qu'à leur médecin traitant, ou au laboratoire d'analyse local pour réaliser un test de dépistage du VIH ou des IST. La crainte du contrôle social, d'être aperçu par un proche, ou d'une certaine proximité avec les soignants habituellement sollicités, en local, pourrait créer des doutes sur le respect de l'obligation de confidentialité et de ce fait motiver un « détour » pour se faire dépister hors du territoire de résidence.

Plusieurs des professionnels rencontrés ont ainsi conclu que le regroupement des ressources des CDAG-CIDDIST en CeGIDD est sans doute rationnel au plan économique pour l'Etat, mais qu'il est dommageable pour les personnes qui ne peuvent se déplacer facilement, qui ont des moyens modestes, ou qui souhaitent un anonymat complet.